

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



45-15  
Distr. : GÉNÉRALE

E/ECA/CM.9/12

8 février 1983

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
REUNIONS DU VINGT-CINQUIEME ANNIVERSAIRE

Quatrième réunion du Comité technique  
préparatoire plénier

Addis-Abeba (Ethiopie), 14-22 avril 1983

Point 7 de l'ordre du jour provisoire

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
REUNIONS DU VINGT-CINQUIEME ANNIVERSAIRE

Dix-huitième session de la Commission et  
neuvième réunion de la Conférence des  
ministres de la Commission

Addis-Abeba (Ethiopie), 27 avril - 3 mai 1983

Point 7 de l'ordre du jour provisoire

L'AFRIQUE ET LES NEGOCIATIONS  
ECONOMIQUES INTERNATIONALES EN COURS

Résumé\*

---

\* Le présent résumé constitue le document principal pour l'examen de ce point de l'ordre du jour.

## I. INTRODUCTION

1. La présente note a pour objet, d'une part, de faire brièvement le point des principales négociations économiques internationales en cours ou à venir dont les résultats sont susceptibles d'avoir un impact important sur le développement et la croissance économique du continent africain et, d'autre part, de présenter un certain nombre d'observations et de suggestions en ce qui concerne la manière d'aborder ces négociations. Celles-ci concernent notamment la sixième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), les négociations commerciales multilatérales au sein du GATT, la négociation d'un nouvel accord ACP-CEE faisant suite à Lomé II et les négociations sur un code de conduite pour les sociétés transnationales <sup>1/</sup>.

## II. CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT

2. La sixième session de la CNUCED doit se tenir à Belgrade, du 2 au 30 juin 1983. Conformément à une tradition bien établie, elle sera précédée non seulement par une réunion ministérielle du Groupe des 77 dont la tenue est prévue à Buenos Aires, du 28 mars au 10 avril, mais aussi par des conférences d'experts et de ministres de chacun des groupes régionaux du Groupe des 77. Ainsi, est-il prévu que les ministres africains du commerce se réuniront à Libreville (Gabon), du 24 au 26 février, et que leur rencontre sera préparée par celle de leurs experts, toujours à Libreville, du 18 au 23 février.

3. Que cette session de la CNUCED se tienne dans un contexte international particulièrement déprimé, marqué qu'il est par la récession qui frappe de plein fouet la plupart des pays industrialisés et les conséquences sévères qui en découlent pour les pays en développement en ce qui concerne notamment les cours de leurs produits de base et leur capacité à assurer le service de leur dette extérieure, ne fait de doute pour personne.

---

<sup>1/</sup> En ce qui concerne les négociations sur le code de conduite pour les sociétés transnationales, un additif au présent document sera publié dès que la réunion d'experts intergouvernementaux africains qui doit se tenir en janvier prochain, à Addis-Abeba, pour faire le point de ces négociations, aura eu lieu.

4. On peut, dans ces conditions, se demander dans quelle mesure la Conférence sera à même de venir à bout des questions importantes inscrites à son ordre du jour, telles que la réapparition du protectionnisme dans les pays développés, les questions financières et monétaires internationales, les problèmes des produits de base, qui sont autant de questions sur lesquelles la cinquième session de la Conférence tenue à Manille du 7 mai au 3 juin 1979 n'avait pu enregistrer aucun progrès significatif. On se souviendra, en fait, que, réunis à Addis-Abeba, en mars 1980, précisément pour évaluer les résultats de cette cinquième session, les ministres africains du commerce n'avaient pas hésité à parler "d'échec marquant".

5. Ceci dit, il s'agira pour les experts et les ministres africains, réunis à Libreville, de définir de la manière la plus concrète possible la position africaine sur les divers points inscrits à l'ordre du jour de la Conférence. Pour les aider dans leur tâche, les secrétariats de l'OUA et de la CEA se proposent de préparer un certain nombre de documents faisant le point de la mise en oeuvre des résolutions adoptées par la précédente session de la CNUCED, en mettant l'accent sur les questions qui revêtent un intérêt particulier pour l'Afrique, telles que le Programme intégré pour les produits de base, y compris le Fonds commun, les problèmes des pays les moins avancés, etc.. Ces documents feront également un certain nombre de suggestions pour ce qui a trait aux positions que l'Afrique pourrait prendre à Buenos Aires et à Belgrade sur les divers points inscrits à l'ordre du jour de la sixième session de la CNUCED.

6. La Conférence des ministres de la CEA pourrait vouloir exhorter les pays africains à participer d'une manière efficace à la sixième session de la CNUCED et à soutenir des positions communes. Elle pourrait également demander au Secrétaire exécutif de la CEA, en collaboration avec le Secrétaire général de l'OUA, de prendre les dispositions nécessaires pour que le "Comité ministériel chargé d'évaluer les progrès réalisés dans le domaine des questions commerciales et financières en vue du développement de l'Afrique dans le cadre du Plan d'action de Lagos" entreprenne, à sa prochaine session prévue pour la fin de l'année 1983, une évaluation des résultats de la sixième session de la CNUCED, d'un point de vue purement africain. La Conférence des ministres de la CEA pourrait finalement décider qu'un rapport en ce sens lui soit présenté à sa prochaine session.

### III. NEGOCIATIONS COMMERCEIALES MULTILATERALES AU SEIN DU GATT

7. La Conférence du GATT s'est réunie au niveau des ministres du commerce extérieur des pays membres, du 24 au 29 novembre 1982, pour la première fois depuis 1973. La participation de l'Afrique aux travaux de la Conférence a été assez marginale dans la mesure où moins d'une vingtaine de pays étaient présents. La Conférence avait été convoquée principalement à l'initiative d'un petit groupe de pays industrialisés qui en attendaient, outre un engagement solennel de tous les pays représentés, d'éviter le recours à de nouvelles mesures protectionnistes, l'instauration d'une certaine discipline pour les subventions gouvernementales, une révision des clauses de sauvegarde, un accroissement du rôle du GATT dans le règlement des différends bilatéraux et, enfin, à plus long terme, l'extension des règles du GATT au secteur des services qui, pour le moment, n'est pas couvert par l'Accord général.

8. La Conférence de Genève a été marquée essentiellement par l'opposition qui s'est manifestée entre, d'une part, les pays de la Communauté économique européenne qui ont nettement marqué leur refus de toute remise en cause de leur politique agricole commune et, d'autre part, les Etats-Unis d'Amérique qui ont attaqué de front tout ce qui leur a semblé être des manifestations du protectionnisme dans le monde, y compris la politique de subventions pratiquée par la CEE.

9. Pour les pays en développement, qui ont assisté en spectateurs plus ou moins impuissants à cette confrontation, les résultats de la Conférence auront été, tout compte fait, assez décevants, étant donné que ceux d'entre eux qui sont en mesure d'exporter des produits manufacturés n'ont obtenu aucune promesse d'une plus grande liberté d'accès aux marchés des pays développés et que ceux qui, comme la plupart des pays africains, ne peuvent compter que sur l'amélioration des prix de leurs matières premières pour augmenter leurs recettes d'exportation, sont restés à cet égard sur leur faim.

10. La Conférence des ministres de la CEA pourrait vouloir prendre note de ces résultats décevants, demander aux pays africains d'assurer le suivi nécessaire dans le cadre des mécanismes permanents du GATT et de tenir compte de ces résultats dans la stratégie à mettre en oeuvre tant au niveau de la négociation d'un nouvel accord faisant suite à la deuxième Convention de Lomé qu'à celui de la sixième session de la CNUCED.

#### IV. NEGOCIATION D'UN NOUVEL ACCORD ACP-CEE FAISANT SUITE A LOME II

11. Comme chacun sait, les négociations portant sur le renouvellement de la Convention de Lomé doivent officiellement s'ouvrir en septembre 1983. Le sentiment qui domine à l'heure actuelle est que, s'il est certain que les pays ACP, d'une manière générale, et les pays africains, en particulier, ont tiré des avantages non négligeables de la mise en oeuvre des précédentes conventions et notamment de celle dite de Lomé II, en ce qui concerne surtout le volet FED, les résultats acquis au titre de beaucoup d'autres volets tels que le STABEX, la promotion industrielle ou les possibilités réelles d'accès de certains produits manufacturés ou semi-transformés au marché de la CEE, laissent beaucoup à désirer. En bref, on semble être encore très loin du véritable "contrat de développement" dont l'idée avait été lancée au moment des négociations de Lomé II.

12. Compte tenu de ce qui précède, la Conférence des ministres de la CEA pourrait vouloir donner un mandat au secrétariat de la CEA pour qu'il mette au point un programme de travail destiné à aider efficacement les pays africains, membres du groupe ACP, à mener à bien leurs négociations avec les représentants de la CEE pour conclure une nouvelle convention CEE-ACP de coopération qui réponde le plus adéquatement possible aux aspirations des pays africains du groupe ACP. A cette fin, il serait entendu que le secrétariat de la CEA devrait collaborer étroitement non seulement avec le secrétariat des ACP, mais aussi avec les instances africaines intergouvernementales ou autres compétentes en la matière, y compris, par exemple, le "Club d'Afrique" qui a manifesté un intérêt très

vif à cet égard, pour faire le point de la mise en oeuvre de la Convention actuellement en vigueur, préparer les dossiers pour la négociation de l'accord qui fera suite à celle-ci et fournir une assistance technique appropriée aux pays africains tout au long des négociations.

13. La Conférence des ministres de la CEA pourrait également demander qu'un rapport circonstancié lui soit fait, à sa prochaine réunion, sur l'exécution de ce mandat.

#### V. REMARQUES FINALES

14. Les suggestions qui précèdent en ce qui concerne les décisions que pourrait prendre la Conférence des ministres au sujet des trois négociations passées en revue n'ont évidemment pas la prétention d'être exhaustives. Il va sans dire qu'elles peuvent être complétées ou amendées suivant que de besoin. A cet égard, la Conférence des Ministres pourra notamment vouloir mettre l'accent sur la nécessité pour les Etats membres de veiller à ce que les préparatifs à faire pour la conduite de ces négociations soient étroitement coordonnés, compte tenu des liens existant entre elles - ce qui implique, entre autres, un minimum de continuité dans la composition des délégations appelées à participer à ces négociations - et à harmoniser leurs positions sur les diverses questions inscrites à l'ordre du jour de ces négociations, de façon que l'Afrique puisse s'y exprimer d'une seule voix. La Conférence des ministres de la CEA pourrait enfin attirer l'attention des Etats sur la nécessité de s'assurer constamment de la conformité des résultats visés pendant ces négociations aux objectifs contenus dans le Plan d'action de Lagos.